ASSEMBLÉE NATIONALE

18 octobre 2019

PLF POUR 2020 - (N° 2272)

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N° II-CF544

présenté par
Mme Cloarec-Le Nabour

AVANT L'ARTICLE 38**Mission « Travail et emploi »**

Dans l'article 38, Etat B, modifier ainsi la répartition des crédits de paiement :

Travail et emploi		
Accès et retour à l'emploi	+3100000	
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi		-3100000

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le projet de loi 2020 a renforcé le budget de l'insertion par l'activité économique (IAE) pour garantir la création de 20 000 postes supplémentaires en insertion. En étant présentes sur tous les territoires et en combinant développement économique et utilité sociale, les entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTi) sont un des principaux moteurs du développement de l'IAE. C'est aussi le modèle qui a, selon le dernier rapport de la Cour des comptes, le meilleur taux de sortie en emploi durable.

La perspective de doublement des parcours en ETTi portée par le Pacte d'ambition de l'IAE est souhaitée et partagée par les ETTi. Toutefois la baisse brutale de 10% de leur aide au poste dans le PLF 2020, alors qu'elles sont le seul modèle de l'insertion visé par une telle baisse, risque de freiner leur capacité de développement pour atteindre l'objectif fixé par le Président de la République.

Dans ce cadre, une baisse échelonnée sur deux ans, -5% en 2020 et -5% en 2021, limiterait l'impact de la mesure pour les ETTi, tout en n'introduisant qu'une variation limitée du budget de l'IAE. Cet échelonnement permettrait aussi de mettre en place une évaluation avant la fin 2020 du Pacte d'ambition sur les mesures spécifiques aux ETTi afin de s'assurer que ces dernières sont effectivement mises en œuvre par l'administration.